Écrit par sylvie.duval@finances.gouv.fr (Sylvie Duval)
Jeudi, 03 Octobre 2013 00:00 -

Les centaines de touristes qui séjournent dans les parcs naturels américains ont jusqu'à jeudi pour plier bagage, poussés vers la sortie par la paralysie budgétaire de l'Etat fédéral, a-t-on appris auprès des autorités.
Le Service des Parcs Naturels (NPS) a fermé l'accès à ses 401 sites à travers les Etats-Unis mardi matin, après l'échec du Congrès américain à voter le budget du pays. Mais le NPS doit encore gérer le sort des touristes qui séjournaient déjà dans les parcs au moment du gel budgétaire.
Ces derniers ont été autorisés à rester, mais pas plus de 48 heures, et les services qui leur sont normalement proposés ont été drastiquement réduits.
"Les clients qui sont déjà chez nous peuvent poursuivre leurs vacances mais ils devront quitter les lieux le (jeudi) 3 octobre à 15H00" au plus tard, a déclaré à l'AFP Lisa Cesaro, porte-parole de la société DNC, qui exploite les hôtels, bungalows et campings du parc californien de Yosemite.
"La plupart des activités quotidiennes proposées par DNC ne seront pas disponibles, comme les promenades à cheval ou la location de vélos", a-t-elle précisé. Les réservations qui n'ont pu être honorées seront remboursées.
Une moyenne de 715.000 touristes visitent chaque jour les parcs nationaux américains au mois d'octobre, selon la chaîne CNN.
D'autres sites emblématiques dépendant du NPS, comme la Statue de la Liberté, le Mont Rushmore, le parc de Yellowstone ou la prison d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, sont également fermés au public.
Le Grand Canyon, qui accueille 18.000 visiteurs par jour en cette période de l'année, pousse lui aussi les touristes vers la sortie et a suspendu toutes ses activités.
"On essaie juste de gérer de façon ordonnée la paralysie budgétaire et la fermeture du parc. C'est difficile de devoir renvoyer les gens chez eux", a dit à l'AFP Kirby-Lynn Shedlowski, porte-parole du parc.

Consultez la source sur Veille info tourisme: USA/paralysie budgétaire les touristes doivent quitter les parcs nationaux